

La Conversion du Capital Normatif des Institutions Intrarégionales et Inter-Régionales d'Afrique en Puissance Géostratégique Effective

ABRAHAM HONORÉ,

*Enseignant-Chercheur à l'École Internationale
des Forces de Sécurité (EIFORCES)
honoreabraham2006@gmail.com*

Résumé

Notre étude interroge l'architecture des organisations intrarégionales africaines au prisme du structuralisme stratégique, en analysant la dialectique entre configuration organique et efficacité opérationnelle. Le problème central réside dans la dissonance entre le mimétisme institutionnel des Communautés Économiques Régionales et les impératifs de sécurité collective face aux menaces hybrides. Notre objectif est de démontrer comment la dépendance extrinsèque et les pesanteurs géoéconomiques hypothèquent l'autonomie doctrinale du continent. Notre méthodologie mobilise une analyse stratégique de documents officiels, corrélée à l'interprétation d'entretiens semi-directifs menés entre 2010 et 2020 auprès d'officiers supérieurs stagiaires à l'École Supérieure Internationale de Guerre, l'École Internationale des Forces de Sécurité (Yaoundé) et l'École de Maintien de la Paix (Bamako). Nos résultats mettent en exergue une « captivité décisionnelle » induite par les financements exogènes et une fragmentation des réponses sécuritaires due aux atavismes géoculturels. En conclusion, notre investigation esquisse une feuille de route pour une architecture africaine de sécurité endogène et géoenvironnementale, condition sine qua non d'une résilience structurelle et d'une souveraineté stratégique effective à l'horizon 2030.

Mots-clés : intégration régionale, géostratégie, structuralisme, institutions africaines, sciences militaires.

Abstract

Our research interrogates the architecture of African intra-regional organizations through the prism of strategic structuralism, analyzing the dialectic between organic configuration and operational effectiveness. The core problem lies in the dissonance between the institutional mimicry of Regional Economic Communities and collective security imperatives when facing hybrid threats. Our main objective is to demonstrate how extrinsic dependence and geo-economic

constraints jeopardize the continent's doctrinal autonomy. Our methodology employs a strategic analysis of official documents, correlated with the interpretation of semi-structured interviews conducted between 2010 and 2020 with senior staff officers at the International War College, the International School for Security Forces (Yaoundé), and the Peacekeeping School (Bamako). Our findings highlight a state of "decisional captivity" induced by exogenous funding and a fragmentation of security responses driven by geo-cultural atavisms. In conclusion, this investigation outlines a roadmap for an endogenous and geo-environmental African security architecture, a sine qua non for structural resilience and effective strategic sovereignty by 2030.

keywords: regional integration, geostrategy, structuralism, African institutions, military sciences.

Introduction

L'architecture des Communautés Économiques Régionales en Afrique traverse une phase de mutation critique, où l'impératif d'intégration se heurte à une fragmentation géosécuritaire accrue par des menaces hybrides, imposant une reconfiguration radicale des paradigmes de sûreté collective. La pertinence heuristique de notre étude réside dans le décryptage des structures de pouvoir latentes, tandis que son intérêt praxéologique et stratégique offre aux décideurs une boussole opérationnelle face aux asymétries conflictuelles contemporaines. Il s'agit de comprendre pourquoi, malgré une inflation normative et institutionnelle, l'efficacité de terrain demeure inversement proportionnelle à la densité des traités. Notre objectif heuristique consiste à dévoiler les mécanismes profonds de l'inertie institutionnelle, quand l'ambition épistémologique vise à rompre avec le mimétisme doctrinal pour forger une pensée de sécurité endogène, conforme à l'exigence de « décolonisation des esprits » prônée par Jean-Marc Ela (2007 : 45). En effet, la science en Afrique ne peut faire l'économie d'une critique des structures héritées qui aliènent la capacité d'action locale. Sur le plan stratégique et opérationnel, notre recherche ambitionne de rationaliser l'interopérabilité des forces au sein des espaces inter-régionaux, dans un contexte de ruptures géopolitiques, géoculturelles, géoenvironnementales et géoéconomiques majeures survenues entre 2010 et 2020. Cette

période, marquée par l'expansion du péril jihadiste et l'instabilité institutionnelle dans le Sahel et le Bassin du Lac Tchad, sert de laboratoire à notre investigation. Suivant la rigueur épistémologique de Karl Popper (1973 : 88), nous opérons une clôture schématique autour du concept de « résilience structurelle », entendu ici comme la capacité d'une organisation à maintenir ses fonctions vitales et sa cohérence téléologique malgré les chocs exogènes et les entropies internes. La théorie de rattachement privilégiée est le structuralisme stratégique, car elle permet de saisir comment l'agencement interne des organisations dicte les comportements, au-delà des intentions déclarées des acteurs ou de la simple volonté politique affichée.

Bien que le constructivisme offre des clefs essentielles sur l'identité et la perception des acteurs, comme le suggère Alexander Wendt (1999 : 45) en soulignant que « l'anarchie est ce que les États en font », et que le fonctionnalisme de David Mitrany soit souvent mobilisé pour justifier l'intégration par les secteurs techniques, ces approches sont ici lésées. Elles sous-estiment en effet la rigidité des systèmes de contraintes matérielles, les pesanteurs historiques et les rapports de force asymétriques qui prédéterminent l'action stratégique en Afrique. L'angle structuraliste est privilégié car il permet de traiter l'institution comme un système autonome de contraintes. Comme le souligne Barry Buzan (1991 : 112) dans son analyse des complexes régionaux de sécurité, « l'organisation n'est pas une simple addition d'individus, mais une structure de relations contraignantes ». Cette perspective est complétée par les travaux de Samir Amin sur la dépendance, permettant de comprendre comment les structures économiques périphériques brident les velléités de puissance militaire. La revue critique des savoirs constitués révèle un hiatus persistant entre le formalisme bureaucratique et l'efficacité de terrain, un phénomène que Joseph-Vincent Ntuda Ebodé (2012 : 18) qualifie de « distension entre la norme et la praxis sécuritaire ». Cette littérature souligne que l'Afrique souffre moins d'un déficit d'organisations que d'un excès de structures "coquilles vides", souvent financées par l'extérieur. Dès lors, notre question centrale est de savoir dans quelle mesure les structures intrarégionales africaines parviennent-elles réellement à

convertir leur capital normatif en puissance géostratégique effective ? De cette problématique nodale découlent deux interrogations opérationnelles : premièrement, comment la structure organique des Communautés Économiques Régionales influence-t-elle la décision militaire en situation de crise ? Deuxièmement, quels freins sémiostratégiques — liés aux signes, aux symboles et aux langages de commandement — entravent l'interopérabilité réelle entre les organisations africaines ?

Notre hypothèse centrale postule que l'inertie des Communautés Économiques Régionales provient d'une dissonance structurelle entre les cadres formels (traités, états-majors) et les enjeux géoéconomiques réels qui dictent les agendas nationaux. De là, notre hypothèse opérationnelle 1 préconise que la dépendance extrinsèque des organisations africaines — notamment financière et logistique vis-à-vis de l'Union Européenne ou de l'ONU — limite drastiquement leur autonomie doctrinale. Notre hypothèse opérationnelle 2 soutient que les atavismes géoculturels et les rivalités de leadership régional fragmentent la réponse sécuritaire commune, transformant la solidarité organique en une simple juxtaposition d'intérêts divergents. La cohérence interne de notre méthodologie repose sur une analyse stratégique qualitative, centrée sur le traitement rigoureux de documents officiels et l'interprétation d'entretiens semi-directifs. Ces données ont été recueillies auprès d'officiers supérieurs stagiaires de l'École Supérieure Internationale de Guerre (ESIG), de l'École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES) à Yaoundé et de l'École de Maintien de la Paix (EMP) à Bamako entre 2010 et 2020. Notre approche immersive permet de confronter le discours institutionnel lisse à la perception brute des praticiens de la force, officiers de terrain confrontés aux réalités de la guerre asymétrique. Le problème théorico-doctrinal réside dans l'absence d'une véritable « autonomie stratégique africaine », difficulté prise en charge dans notre analyse par une approche multiscalaire qui intègre les dimensions géopolitiques et géoenvironnementales. La contribution théorique de notre recherche réside dans la modélisation d'une "structure de résilience" adaptée aux réalités du sol africain, dépassant

le simple calque des modèles occidentaux. Pour garantir la consistance empirique et la clarté démonstrative, notre étude déploie un raisonnement binaire structuré de la manière suivante : premièrement, nous analyserons l'ossature institutionnelle des organisations intrarégionales africaines face aux réalités géostratégiques (1). Cette partie insistera sur les dynamiques organiques et sémiostratégiques des Communautés Économiques Régionales tout autant que sur leurs limites fonctionnelles et les enjeux de souveraineté opérationnelle qui en découlent. Deuxièmement, nous procèderons à l'analyse des défis de performance et des perspectives de refondation de ces organisations (2). Il s'agira de déceler les pesanteurs géoéconomiques et les enjeux de l'autonomisation opérationnelle, pour finalement esquisser les contours d'une architecture de sécurité endogène, géoenvironnementale et résiliente, capable de répondre aux défis du XXI^e siècle.

1. L'ossature institutionnelle des organisations intrarégionales africaines face aux réalités géostratégiques

L'ossature des organisations intrarégionales africaines se heurte à une contradiction structurelle majeure. Sous le prisme du structuralisme stratégique, le fonctionnement organique (1.1) révèle une dissonance entre normes et enjeux géoéconomiques réels. Cette inertie, tributaire d'une dépendance extrinsèque, hypothèque l'autonomie doctrinale et la souveraineté opérationnelle (1.2) des institutions (Ntuda Ebodé, 2012 : 22).

1.1. Analyse des dynamiques organiques et sémiostratégiques des communautés économiques régionales africaine

Notre analyse des dynamiques organiques des Communautés Économiques Régionales révèle une sédimentation structurelle où la forme bureaucratique précède souvent la fonction opérationnelle. Sous l'égide du structuralisme stratégique, ces institutions ne sont pas de simples agrégats d'États, mais des systèmes de contraintes où “ l'agencement interne conditionne la projection de puissance ” (Buzan,

1991 : 142). Dès lors, la sémiostratégie des Communautés Économiques Régionales — c'est-à-dire la production de sens à travers leurs emblèmes et discours de sécurité — se heurte à une réalité organique fragmentée. L'observation des dynamiques à l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé souligne que les officiers perçoivent ces structures comme des “ architectures de papier ” dont la cohérence logique est sapée par des intérêts géoéconomiques divergents (Ntuda Ebodé, 2012 : 28).

Pour illustrer cette dialectique, trois cas pratiques s'avèrent démonstratifs. Primo, la Force en Attente de la CEDEAO (FAC) lors de l'intervention en Gambie (2017) montre une efficacité sémiostratégique réelle : la structure a su projeter une image de fermeté organique pour restaurer l'ordre constitutionnel. Secundo, la Force Conjointe du G5 Sahel, bien que transrégionale, illustre une dynamique organique de “ structuration par la menace ”, où la mutualisation des capacités répond à une urgence géoenvironnementale. Tertio, la Brigade d'intervention de la MONUSCO (FIB), dominée par la SADC, témoigne d'une intégration structurelle réussie au sein d'un mandat robuste, validant l'idée qu'une structure cohérente produit une action coercitive efficace. A contrario, trois contre-exemples nuancent cette linéarité. Le cas de la FOMAC (CEEAC) lors de la crise centrafricaine (2013) révèle une “ impuissance organique ” due à des rivalités de leadership interne, où la structure n'a pu contenir l'implosion étatique malgré les discours de solidarité. De même, l'inertie de l'UMA (Union du Maghreb Arabe) face aux défis sécuritaires sahariens démontre que sans consensus géoéconomique, la structure organique demeure une “ coquille vide ” (Ela, 2007 : 115). Enfin, la Force multinationale mixte (FMM) contre Boko Haram, bien que performante, souffre d'une faible intégration institutionnelle au sein de la Commission du Bassin du Lac Tchad, fonctionnant davantage comme une coalition ad hoc que comme une structure organique pérenne. Ces échecs confirment notre hypothèse centrale qui estime que l'inertie des Communautés Économiques Régionales procède d'une dissonance entre le formalisme des traités et la réalité des intérêts nationaux.

En somme, notre analyse des dynamiques organiques souligne que la robustesse apparente des Communautés Économiques Régionales masque souvent une fragilité décisionnelle structurelle. Cette déconnexion entre le dire sémiostratégique et le faire opérationnel nous conduit logiquement à interroger les sources de financement et de légitimation de ces outils. En effet, si le structuralisme postule que la structure détermine l'action, l'origine des ressources qui maintiennent cette structure est déterminante. C'est ici que l'hypothèse opérationnelle 1 prend tout son sens : cette architecture, souvent irriguée par des partenaires extérieurs, génère une aliénation stratégique. Dès lors, il convient d'analyser, dans la sous partie suivante, pour questionner comment la dépendance extrinsèque des communautés économiques régionales hypothèque irrémédiablement leur autonomie doctrinale et leur souveraineté opérationnelle, transformant les institutions africaines en vecteurs de politiques de sécurité conçues hors du continent africain.

1.2. La dépendance extrinsèque des communautés économiques régionales hypothèque leur autonomie doctrinale et leur souveraineté opérationnelle

Notre examen de la dépendance extrinsèque des Communautés Économiques Régionales révèle un paradoxe structurel où le financement exogène devient le vecteur d'une extraversion doctrinale. Sous le prisme du structuralisme stratégique, l'agencement des ressources financières détermine la hiérarchie des normes et l'orientation des politiques de défense. Cette réalité corrobore l'hypothèse opérationnelle 1 selon laquelle le recours systémique aux bailleurs de fonds internationaux, tels que l'Union Européenne via la Facilité de Paix pour l'Afrique, génère une "captivité décisionnelle" qui fragmente la souveraineté opérationnelle (Ntuda Ebodé, 2012 : 31). Les entretiens menés auprès des officiers à l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé confirment que cette dépendance n'est pas seulement budgétaire, mais s'inscrit dans les structures mentales et techniques, dictant des modes opératoires souvent déconnectés des réalités socioculturelles africaines.

Pour étayer cette démonstration, trois cas pratiques s'avèrent probants. Premièrement, le financement de la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) a longtemps illustré une autonomie hypothéquée, où le paiement des soldes par des partenaires extérieurs créait un droit de regard sur la durée et la nature des opérations. Deuxièmement, la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique (MICOPAX) a manifesté une fragilité doctrinale induite par l'alignement obligatoire sur les standards logistiques des parrains internationaux, limitant la réactivité tactique locale. Troisièmement, le déploiement de la CEDEAO au Mali (AFISMA) en 2013 a révélé une incapacité structurelle à se projeter sans une assistance aéroportée et technologique exogène, transformant la force régionale en un auxiliaire des puissances tutélaires. Toutefois, trois contre-exemples permettent de nuancer cette fatalité structurelle. L'intervention de l'ECOMOG au Liberia dans les années 1990 demeure une référence d'autonomie doctrinale "par le bas", où, malgré l'absence de soutiens internationaux massifs au départ, les États membres ont imposé une paix régionale fondée sur une volonté politique endogène (Afeli, 2003 : 42). De même, l'opération de la SADC au Lesotho (BOLEAS) a démontré qu'une coalition régionale peut agir de manière souveraine lorsque les puissances pivots (ici l'Afrique du Sud) assument le coût financier et logistique au nom d'un intérêt géostratégique immédiat. Enfin, la montée en puissance de la Force Multinationale Mixte (FMM) contre Boko Haram, bien que partiellement appuyée, repose sur un modèle de financement par les États riverains, esquissant une tentative de rupture avec la dépendance extrinsèque.

En clair, bien que des poches de résistance souverainiste existent, la prégnance du financement extérieur continue de fonctionner comme un "carcan structural" qui bride la créativité doctrinale. Cette dissonance entre le discours d'autosuffisance et la réalité de la dépendance confirme notre hypothèse centrale selon laquelle l'architecture de sécurité africaine reste un édifice hybride dont les fondations échappent encore aux mains de ses bâtisseurs. Cette impasse théorico-doctrinale, née de l'échec du mimétisme institutionnel, impose dès lors de s'interroger sur la viabilité à long

terme de ces modèles. Par une transition nécessaire, ce constat de vulnérabilité structurelle nous projette vers l'analyse des défis de performance et perspectives de refondation des organisations intrarégionales africaines, afin d'évaluer les voies d'une résilience structurelle capable de concilier efficacité opérationnelle et autonomie stratégique réelle.

2. Défis de performance et perspectives de refondation des organisations intrarégionales africaines

La performance des organisations intrarégionales africaines dépend de leur capacité à transcender les atavismes géoculturels. Sous l'égide du structuralisme, le dépassement des pesanteurs géoéconomiques (2.1) constitue le préalable à une refondation endogène (2.2). Conformément à notre hypothèse opérationnelle 2, seule cette résilience structurelle peut pallier la fragmentation de la réponse sécuritaire (Ntuda Ebodé, 2012 : 33).

2.1. Pesanteurs géoéconomiques et enjeux de l'autonomisation opérationnelle

Notre analyse des pesanteurs géoéconomiques au sein des organisations intrarégionales africaines révèle une corrélation étroite entre la fragilité des bases matérielles et l'érosion de l'autonomie opérationnelle. Sous le prisme du structuralisme stratégique, la structure d'une organisation ne dépend pas seulement de ses textes fondateurs, mais de sa capacité à mobiliser une puissance économique souveraine pour soutenir ses ambitions sécuritaires. Comme le souligne Ntuda Ebodé (2012 : 33), “ l'impuissance stratégique de l'Afrique est avant tout le reflet de sa marginalisation géoéconomique”. Cette réalité valide notre hypothèse opérationnelle 2, car la fragmentation des ressources, couplée aux particularismes géoculturels, empêche la formation d'un bloc sécuritaire cohérent, transformant les Communautés Économiques Régionales en structures réactives plutôt que proactives.

Trois cas pratiques illustrent cette capture de l'autonomie par les pesanteurs géoéconomiques. Premièrement, la CEEAC, malgré d'importantes ressources pétrolières dans le golfe de Guinée, peine à financer de manière autonome ses mécanismes de paix comme le MARAC, car l'extraversion des économies rentières favorise des alliances bilatérales hors-continent au détriment d'une solidarité communautaire. Deuxièmement, la CEDEAO a vu ses ambitions opérationnelles au Sahel limitées par le coût exorbitant des projections de forces, où le poids économique prédominant du Nigeria ne suffit plus à compenser l'absence d'un fonds de défense structurellement alimenté par tous les membres. Troisièmement, l'IGAD dans la Corne de l'Afrique montre comment les disparités de développement et la dépendance aux flux commerciaux transnationaux créent des agendas de sécurité divergents, où chaque État privilégie sa survie économique immédiate sur l'intégration stratégique à long terme. À l'inverse, trois contre-exemples offrent des perspectives de résilience économique. L'expérience de l'ECOMOG au Liberia et en Sierra Leone (période 1990-2000) témoigne d'une volonté où le Nigeria, malgré les crises internes, a consenti à un sacrifice financier massif pour stabiliser son hinterland, prouvant que le leadership géoéconomique peut forcer l'autonomie stratégique (Afeli, 2003 : 58). De même, le modèle de financement de la Force Multinationale Mixte (FMM) par les contributions directes des États membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad esquisse une sortie de la dépendance, l'enjeu de sécurité étant perçu comme une condition sine qua non de la survie des économies locales. Enfin, les mécanismes de péréquation douanière de la SACU au sein de la SADC démontrent qu'une intégration économique poussée peut servir de socle à une stabilité politique, limitant ainsi le besoin d'interventions militaires coûteuses.

Cependant, ces avancées restent fragiles face à la persistance de notre hypothèse centrale qui alerte sur la dissonance structurelle entre le formalisme des institutions et la réalité des intérêts géoéconomiques profonds. La prépondérance des facteurs géoculturels et les rivalités de puissance régionale agissent comme des forces centrifuges qui fragmentent la réponse sécuritaire. Ce constat

impose une rupture avec les modèles de gouvernance classiques pour explorer des voies plus audacieuses. Puisque les pesanteurs économiques et les clivages culturels hypothèquent l'efficacité actuelle, il devient impératif de repenser l'architecture institutionnelle non plus comme un calque extérieur, mais comme une émanation des réalités du sol. Cette nécessité de transition nous conduit à examiner, dans le segment suivant, le passage vers une architecture de sécurité endogène, géoenvironnementale et résiliente des organisations intrarégionales africaines, où la prise en charge des défis climatiques et l'enracinement sociologique deviennent les piliers d'une souveraineté retrouvée.

2.2. Esquisse d'une architecture africaine de sécurité endogène, géoenvironnementale et résiliente

L'esquisse d'une architecture de sécurité endogène au sein des organisations intrarégionales africaines impose une rupture épistémologique majeure, consistant à substituer au mimétisme institutionnel une résilience structurelle ancrée dans les réalités géoenvironnementales. Sous le prisme du structuralisme stratégique, cette refondation suggère que l'agencement organique doit désormais intégrer les variables du sol et du climat comme des déterminants de puissance. Comme l'indique la théorie, la structure ne se limite pas à la bureaucratie, mais englobe la capacité d'un système à s'auto-organiser face aux pressions écosystémiques (Buzan, 1991 : 184). Cette approche valide notre hypothèse opérationnelle 2 en postulant que seule la prise en compte des spécificités géoculturelles et environnementales peut neutraliser la fragmentation de la réponse sécuritaire, transformant ainsi l'inertie constatée en une dynamique de souveraineté holistique.

À cet égard, trois cas pratiques démontrent l'émergence d'une telle résilience. Premièrement, l'Initiative d'Accra, bien que récente, illustre une volonté d'endogénéisation par la mutualisation des renseignements et des moyens opérationnels entre États riverains du Golfe de Guinée face à la descente de la menace djihadiste, privilégiant une approche de proximité. Deuxièmement, la gestion

communautaire des ressources hydriques par l'Autorité du Bassin du Niger (ABN) préfigure une sécurité géoenvironnementale intégrée, où la prévention des conflits liés à l'eau devient un pilier de la stabilité régionale. Troisièmement, le déploiement de la SAMIM (SADC Mission in Mozambique) témoigne d'une autonomie doctrinale retrouvée, où la solidarité régionale a primé sur l'assistance extrinsèque, ancrant l'intervention dans une compréhension fine des enjeux socioculturels de la province du Cabo Delgado. Cependant, cette trajectoire vers l'autonomie se heurte à trois contre-exemples symptomatiques des résistances structurelles. La lenteur de la mise en œuvre de la Grande Muraille Verte comme outil de sécurité humaine au sein de la CEDEAO et de la CEEAC révèle que, sans une volonté politique harmonisée, les projets géoenvironnementaux restent des slogans dépourvus d'impact stratégique. De même, les tensions au sein de l'EAC (East African Community) concernant le déploiement de la force régionale en République Démocratique du Congo soulignent que les agendas nationaux contradictoires continuent de fragiliser la cohésion organique (Ntuda Ebodé, 2012 : 34). Enfin, l'échec du Processus de Nouakchott à stabiliser durablement l'espace sahélo-saharien démontre qu'une architecture de sécurité, même pensée à l'échelle régionale, reste vulnérable si elle ne dispose pas de mécanismes de financement internes et de doctrines de maintien de l'ordre adaptées aux spécificités nomades et transfrontalières (Ela, 2007 : 122).

En clair, l'esquisse d'une architecture résiliente exige une synthèse entre les impératifs de défense et la préservation des écosystèmes vitaux du continent. Cette mutation, bien que balbutiante, confirme notre hypothèse centrale selon laquelle l'efficacité des organisations intrarégionales dépend de la réduction de la dissonance entre leurs cadres formels et les réalités vécues. La transition vers une sécurité endogène n'est donc pas une simple option technique, mais une nécessité de survie géopolitique. Ce constat de clôture, qui réconcilie la théorie structuraliste avec les exigences du terrain observées auprès des officiers de l'École Supérieure Internationale de Guerre et de l'École Internationale des Forces de Sécurité, nous

conduit naturellement à la synthèse finale de notre étude, visant à sceller la cohérence entre les ambitions normatives et les capacités empiriques de l'Afrique.

Conclusion

La clôture prospective de notre réflexion approfondie sur l'architecture des organisations intrarégionales africaines ne saurait se limiter à une simple synthèse récapitulative, car elle impose de transcender les constats empiriques pour projeter les trajectoires de puissance du continent à l'horizon 2030-2050. Au terme de notre analyse, il appert que le problème théorico-doctrinal identifié — à savoir la dissonance structurelle entre le formalisme organique hérité et l'opérationnalité réelle exigée par le terrain — réclame une réponse holistique. La portée sociale et utilitaire de notre étude réside précisément dans sa capacité à fournir aux décideurs politiques et aux hauts commandements militaires une grille de lecture prospective permettant de sécuriser les populations face aux menaces asymétriques, tout en garantissant la viabilité des espaces de vie géoenvironnementaux. En s'appuyant sur le paradigme du structuralisme stratégique, l'évolution des Communautés Économiques Régionales se cristallise désormais autour de trois scénarios cardinaux dont la réalisation dépendra de la capacité des élites à opérer une rupture épistémologique majeure. Le premier scénario, qualifié de fragmentation systémique ou de « délitement des blocs », verrait une aggravation des risques géopolitiques par l'effritement progressif de la solidarité communautaire au profit de micro-alliances de circonstance. Dans cette configuration, le risque géoculturel devient prépondérant : l'exacerbation des replis identitaires et l'instrumentalisation politique des frontières poreuses transformeraient les zones de coopération en zones de friction permanente. Ce scénario conduirait inéluctablement à une invalidation de la résilience structurelle, laissant les populations à la merci de groupes armés non étatiques exploitant les vides institutionnels. Parallèlement, un deuxième scénario, défini comme celui de

l'extraversion durable ou de la « souveraineté sous tutelle », verrait les institutions maintenir leur forme organique actuelle mais sous une perfusion financière et doctrinale exogène constante. Ce statu quo générerait des risques géoéconomiques majeurs, notamment une asymétrie croissante entre les besoins sécuritaires endogènes et les agendas géopolitiques des bailleurs internationaux, pérennisant une dépendance qui hypothèque toute velléité d'autonomie stratégique. Sur le plan géoenvironnemental, l'incapacité de ces structures extraverties à gérer collectivement les stress hydriques et les crises climatiques transformerait les enjeux écologiques en barils de poudre militaro-sécuritaires. Enfin, notre scénario de la refondation souveraine propose une mutation radicale des organisations vers une autonomie stratégique réelle. Ici, l'intégration des variables géoenvironnementales et géoculturelles ne serait plus une option, mais le socle même d'une nouvelle doctrine de défense endogène. Pour mitiger les risques inhérents aux deux premiers scénarios et assurer la viabilité de cette refondation, une feuille de route opérationnelle s'impose, articulée autour d'une modélisation stratégique rigoureuse. L'axe politico-diplomatique doit prioritairement viser la création d'un fonds de souveraineté sécuritaire alimenté par une fiscalité communautaire sur les ressources extractives et les transactions transfrontalières. Cette autonomie financière est la condition déterminante, le *sine qua non*, pour rompre avec la captivité décisionnelle documentée entre 2010 et 2020. Sur le plan militaro-sécuritaire, l'axe d'effort principal doit se concentrer sur la standardisation des modules d'instruction et l'unification des doctrines d'emploi des forces au sein des centres militaires d'excellence. Il s'agit de forger une culture stratégique commune capable de transcender les atavismes nationaux et les héritages coloniaux. L'hypothèse de succès de notre modélisation repose impérativement sur la convergence des intérêts des puissances pivots régionales et leur volonté d'assumer un leadership géoéconomique partagé, capable de financer une force de réaction rapide réellement interopérable. La validation de cette trajectoire passera par des indicateurs objectivement vérifiables, tels que l'augmentation du taux de couverture interne des budgets de

défense des Communautés Économiques Régionales, la fréquence des exercices multinationaux sans appui logistique extérieur et la réduction drastique des délais de projection lors de ruptures de l'ordre constitutionnel. En définitive, notre étude démontre avec force que la transition d'une structure mimétique vers une organisation organique résiliente exige de placer la géoéconomie du développement au cœur de la stratégie de défense africaine. C'est en harmonisant la structure institutionnelle avec les réalités biophysiques, les dynamiques climatiques et les aspirations socioculturelles des populations que les organisations intrarégionales africaines pourront enfin convertir leur capital normatif en une puissance géostratégique effective. Cette perspective de refondation constitue l'unique voie pour que l'Afrique cesse d'être un simple théâtre d'opérations pour des puissances tierces et devienne l'architecte souverain de sa propre stabilité. La portée utilitaire de notre travail est donc de proposer une ingénierie institutionnelle capable de transformer les défis géopolitiques actuels en opportunités de puissance pour un continent en quête de son autonomie doctrinale.

Bibliographie

AFELI Komla, 2003. *L'intégration régionale en Afrique*, Presses Universitaires, Lomé

ARISTOTE, 2015. *Les politiques*, Flammarion, Paris

BALIBAR Étienne, 1997. *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, Paris

BALIBAR Étienne, 2012. *La proposition de l'égaliberté*, PUF, Paris

BOURDIEU Pierre, 1990. « La domination masculine », *Actes de la recherche en science sociales*, N°84, pp. 2-31.

BUZAN Barry, 1991. *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Harvester Wheatsheaf, Londres

COLLECTIF, 2007. *Violences envers les femmes. Trois pas en avant deux pas en arrière*, L'Harmattan, Paris, 319 p.

ELA Jean-Marc, 2007. *La recherche africaine face au défi de l'excellence scientifique*, L'Harmattan, Paris

GAUCHET Marcel, 1989. *La Révolution des droits de l'homme*, Gallimard, Paris

GRAWITZ Madeleine, 2001. *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris

MAURER Bruno, 2010. *Géopolitique de l'Afrique subsaharienne*, Éditions du Monde, Paris

MITRANY David, 1966. *A Working Peace System*, Quadrangle Books, Chicago

NTUDA EBODÉ Joseph-Vincent, 2012. « La sécurité en Afrique : entre logiques communautaires et impératifs de puissance », *Revue Africaine de Stratégie*, vol. 2, n°1, pp. 15-34.

POPPER Karl, 1973. *La logique de la découverte scientifique*, Payot, Paris

WENDT Alexander, 1999. *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, Cambridge

WALLERSTEIN Immanuel, 1997. « Conflits sociaux en Afrique noire indépendante : réexamen des concepts de race et de status-group », In : *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, E. BALIBAR & I. WALLERSTEIN, pp. 149-179, La Découverte, Paris

ZIBI François et al., 2015. « Les défis de l'architecture de paix de l'Union Africaine », *Revue de Stratégie*, vol. 4, n°2, pp. 45-67.